



Notre Europe fait la force.

Pour la sécurité,

la paix et la prospérité.

Résumé du programme des élections européennes

Résumé du programme des élections européennes

L'Union européenne est notre garant de paix et de liberté, de prospérité, de respect des droits de l'Homme, de sécurité et de stabilité. Nous, Chrétiens-démocrates, voulons protéger l'idée européenne des attaques de l'intérieur et de l'extérieur. Ainsi, nous nous engageons dans la lutte contre ceux qui veulent une Europe des interdictions et de l'abus de la redistribution des richesses ou détruire l'idée européenne. Nous luttons pour une Europe démocratique, capable d'agir, sûre et proche des citoyens. Nous voulons que l'Europe soit une association forte d'États, un espace d'échanges prospères et un pôle de stabilité majeur dans le monde. Nous voulons que l'Europe soit prête pour le monde de demain pour que nous, nos enfants et nos petits-enfants puissent vivre librement et en sécurité.

Notre Europe garantit la prospérité

L'organisation économique et sociétale dans l'économie sociale de marché est en concurrence avec d'autres régions du monde. Ce n'est qu'en adoptant une position claire et son propre modèle de succès que l'Europe peut s'affirmer dans ce système concurrentiel.

Le libre-échange et la mondialisation donnent accès à des débouchés supplémentaires pour nos entreprises et contribuent à la protection de nos emplois ainsi qu'à la création de nouveaux emplois. Les fondements du libre-échange sont les marchés ouverts et les règles équitables. Nous sommes fermement opposés au protectionnisme et au cloisonnement. Nous voulons des partenariats effectifs et régulés.

Nous défendons une union de la stabilité. Or, une stabilité bien ordonnée commence par soi-même : une autonomie et une responsabilité individuelle maximales doivent être accordées aux États membres – particulièrement dans la politique du budget et de la finance. Chaque État est responsable de la gestion de ses propres dettes. Ainsi, nous refusons aussi bien la mise en place d'un ministre européen des finances qu'une mise en commun des dettes ou des risques (ex : par l'émission d'Eurobonds ou d'une assurance chômage commune). Les règles du pacte de stabilité et de croissance et du pacte budgétaire doivent être strictement suivies et imposées. Les éventuelles violations des critères de stabilité doivent avoir des conséquences.

Au regard des critères de stabilité, nous voulons approfondir le développement de l'union bancaire et l'union du capital. Pour ce faire, il faut commencer par la réduction obligatoire des risques existants dans le système bancaire. Il est clair que l'argent en espèces représente une forme de liberté. Nous nous opposons donc à une suppression de l'argent en espèce.

Notre Europe est une union de l'innovation : nous misons sur les projets d'avenir avec une stratégie de l'innovation et un budget de l'innovation pour des projets qui nous servent tous. Notre Europe prépare tant les citoyens que les entreprises à l'avenir numérique et investit par conséquent dans les domaines clés de la technologie de l'avenir, dans l'intelligence artificielle, dans l'utilisation responsable des données (le big data), dans la mobilité de demain, dans le combat contre le cancer et Alzheimer et dans la course à l'ordinateur quantique.

Nous voulons renforcer le marché commun et la concurrence grâce à un cadre de réglementation au service des personnes et des entreprises opérants dans le marché commun. Pour ce faire, nous voulons progressivement éliminer les obstacles existants et développer l'infrastructure, l'éducation et la recherche pour plus de prospérité et d'emplois en Europe. Nous voulons soulager les citoyens et les entreprises de la bureaucratie inutile. L'apparition de leaders de marché européens dans des domaines clés doit également être générée par une meilleure coopération entre les entreprises. En outre, nous avons besoin d'une économie numérique plus équitable.

Nous allions économie et écologie pour garantir un environnement intact et un bon niveau de vie aux prochaines générations. Nous concrétisons pas à pas les engagements pris lors des conférences de l'ONU à Paris et à Katowice. Nous promovons la tarification mondiale des émissions de gaz à effet de serre ainsi que la prompte mise en place de celle-ci.

Notre Europe de la sécurité sociale le sait : on ne peut pas distribuer ce que l'on n'a pas encore récolté. Et l'argent n'est pas toujours la solution. Les normes fondamentales du droit du travail ainsi que les normes de santé, d'écologie et de protection des consommateurs sont notre objectif. La liberté de circulation en Europe ne doit pas résulter en un abus du système social d'États membres individuels.

Notre Europe apporte la sécurité

Les personnes attendent de l'État qu'il garantisse une vie libre et en sécurité – en Allemagne et en Europe. La protection des citoyens contre le crime et la terreur est le devoir central de la politique, aussi bien nationale qu'européenne.

Nous voulons que l'Europe soit une vraie union de la sécurité – et l'achèvement de Schengen. Dans le combat contre le terrorisme et le crime organisé, notre Europe nécessite une coopération bien meilleure des autorités de sécurité (un « FBI européen »), justice et douanes, mais également un meilleur partage des données. Nous voulons un partage des données à l'échelle européenne sans faille d'interprétation de la protection des données, des systèmes communs de données et des programmes de partenariat des autorités de sécurité. Le système européen d'information et d'autorisation concernant des voyages (ETIAS), déjà décidé, doit enfin être activé dans toute son ampleur.

Une protection des frontières efficace est nécessaire à l'achèvement de l'espace Schengen. Nous voulons transformer l'agence européenne des frontières FRONTEX en une police des frontières externes de l'Union européenne le plus rapidement possible. FRONTEX devrait augmenter ses effectifs jusqu'à un minimum de 10 000 postes de garde-frontières disposant de droits directs d'intervention.

Notre Europe revendique ses engagements juridiques et humanitaires. Dans le même temps, nous voulons que le nombre de réfugiés qui viennent à nous reste bas, à long terme. Le combat contre l'immigration illégale est un devoir européen commun. Tous les États européens doivent assumer leur responsabilité.

Notre Europe génère la paix

Notre Europe parle d'une voix et pèse sur la scène politique mondiale. En collaboration avec nos partenaires, nous obtenons l'ordre, la sécurité et la stabilité grâce à des règles communes. Nous plaçons pour que l'UE obtienne un siège supplémentaire commun au Conseil de sécurité des Nations unies. Les prises de positions européennes doivent devenir plus rapides que par le passé. Par conséquent, nous voulons que les décisions soient dorénavant prises à la majorité dans la politique des affaires étrangères et de la sécurité, et nous voulons laisser derrière nous les votes à l'unanimité. Nous prônons la création d'un Conseil de sécurité européen incluant la Grande Bretagne.

Notre Europe doit être en mesure de se défendre par elle-même. Nous devenons plus européens tout en restant transatlantiques. En conséquence, notre Europe va mettre en œuvre des forces armées européennes communes d'ici à 2030. Nous voulons en profiter pour améliorer considérablement la coopération militaire des forces armées nationales et intensifier leur réseau. Nous voulons également promouvoir des projets communs d'armement et de défense.

Notre Europe est unie

Nous, Européens, plaçons l'Homme au centre de nos préoccupations. Nous sommes fiers des piliers européens que sont la démocratie, les droits de l'Homme, la solidarité, la liberté et l'État de droit. Afin de garantir la liberté et l'État de droit européens dans tous les pays membres de l'UE, ceux-ci devraient, à l'avenir, être régulièrement contrôlés par un comité d'experts.

Le Parlement européen est situé au cœur de notre démocratie européenne. Nous prônons donc l'initiative législative du Parlement européen pour renforcer le pouvoir de la démocratie européenne. De ce fait, nous souhaitons de tout cœur que Manfred Weber, notre tête de liste du CDU, CSU et du Parti populaire européen (PPE), devienne le prochain président de la Commission européenne.

Notre Europe appartient aux citoyens. Les États membres de l'UE décident quelles tâches sont accomplies par l'Europe et quelles tâches restent leurs responsabilités nationales à l'avenir. Notre Europe renforce le rôle des parlements nationaux. En cas de violation du principe de subsidiarité et de proportionnalité, nous voulons mettre en place un mécanisme de réclamation.

Nous regrettons le projet du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. Notre Europe laisse la porte de l'Union européenne ouverte à la Grande Bretagne. Nous adhérons au principe suivant : l'approfondissement avant l'élargissement. Les États candidats à une entrée dans l'UE ne peuvent entrer dans l'Union que si les critères politiques et économiques d'adhésion sont durablement respectés.

Nous luttons pour notre Europe !

Herausgeber:

CDU-Bundesgeschäftsstelle
Kampagne und Marketing
Klingelhöferstraße 8
10785 Berlin
Telefon 030 22070-0
Telefax 030 22070-111
cdu.de/kontakt